

Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

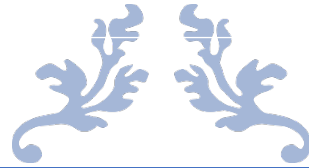
ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024

Revue LES TISONS



Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>
<http://www.revuelestisons.bf>
lestisons@revuelestisons.bf

S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements

10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso
(+226) 66006650/70104853

PRÉSENTATION

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrication des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine

des Sciences de l'Homme et de la Société : **Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.**

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

MODE DE SOUMISSION ET DE PAIEMENT

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : lestisons@revuelestisons.bf.

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Faté), par Western Union ou par Money Gram.

CONSIDÉRATION ÉTHIQUE

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

NORMES ÉDITORIALES

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38^e session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont fait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-

culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

DIRECTION DE PUBLICATION

Directeur : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Directeur adjoint : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

RESPONSABLE DES FINANCES

Mme Fati IDOGO, Agent des Services administratifs et financiers, UFR/SH, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

SECRETARIAT DE RÉDACTION

Secrétaire : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Membres : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso); Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

COMITÉ DE LECTURE

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des

Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Damien DAMIBA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso); Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso); Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gauthier YÉ, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado KABORÉ, CR, Historien, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso); Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Magloire

É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso); Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso); Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Rasmata BAKYONO/NABALOU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso); Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Serge SAMANDOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso); Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso); Pr Augustin PALÉ, PT,

Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire); Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso); Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun); Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin); Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique); Pr Fatie OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun); Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique); Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada); Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France); Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada); Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique); Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo); Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI

(Niger); Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Sébastien YOUGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali); Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire); Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo); Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun); Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire); Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali); Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire); Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France); Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal); Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali); Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire); Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal); Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique); Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France); Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ; Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

Revue LES TISONS, N°0002 – décembre 2024

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

<http://www.revuelestisons.bf>

revuelestisons.ujkz@gmail.com

lestisons@revuelestisons.bf

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7534

S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso

Numéros déjà parus

Revue LES TISONS, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023
Revue LES TISONS, Numéro spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024
Revue LES TISONS, No 0001, juin 2024

Présentation de la revue

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrication des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-

dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

Mode de soumission et de paiement

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : estisons@revuelestisons.bf; revuelestisons.ujkz@gmail.com.

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

Considération éthique

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

Normes éditoriales

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38^e session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

Direction de publication

Directeur : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Directeur adjoint : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

Secrétariat de rédaction

Secrétaire : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Membres : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

Comité de lecture

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso);

Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso);

Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Firmin GOUBA, MC, Philosophe, IPERMIC/Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gninnan Hervé COULIBALY, MA, Sociologue, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire) ;

Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Jérémie ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso);

Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso);

Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso);

Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Rasmata BAKYONO/NABALOUM, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO ((Burkina Faso);

Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso);

Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso);

Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

Comité scientifique international

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso);

Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun);

Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin);

Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique);

Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun);

Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique);

Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso) ;

Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada);

Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France);

Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada);

Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique);

Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo);

Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso) ;

Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Sébastien YOUNGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali);

Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire);

Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo);

Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun);

Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire);

Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali);

Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire);

Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France);

Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal);

Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali);

Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal);

Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique);

Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France);

Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ;

Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

**Quête de stratégies de résilience des femmes lobi,
Birifor et Dagara face au nouveau mode de
l'orpaillage au sud-ouest du Burkina Faso**

*Search for resilience strategies for Lobi, Birifor and Dagara
women facing the new mode of gold panning in south-west
Burkina Faso*

Soumission : 22/07/2024 - Acceptation : 30/11/2024

**DAH Nonna Anne, SOW Jacqueline,
SANON Vincent-Paul, TOE Patrice**

Université Norbert ZONGO

annedah@yahoo.fr

isow91@yahoo.fr

Résumé : L'essor de l'orpaillage a induit de nouveaux modes de production et de distribution de la ressource or dans la province du Nounbiel. Les femmes lobi, birifor et dagara qui ont été les piliers incontournables de l'orpaillage au Sud-Ouest burkinabé, ont perdu le monopole de cette activité devenue lucrative. Elles doivent désormais négocier leur accès à la terre et leur place sur les sites aurifères. Ainsi, l'objectif de cette étude est d'appréhender les stratégies de résilience mises en œuvre par les femmes pour faire face aux nouveaux modes de production artisanale de l'or. Des données qualitatives ont été recueillies auprès de 50 personnes : autorités administratives et coutumières, orpailleurs, orpailleuses, chefs de ménage. Les techniques de collecte de données utilisées sont la recherche documentaire, l'entretien semi-directif et l'observation directe. Les données produites montrent que les femmes en particulier lobi, birifor et dagara sont progressivement exclues du secteur minier. Dans leur quête de résilience et d'autonomie, ces orpailleuses autochtones mobilisent des stratégies diverses pour faire face aux nouveaux modes de production de l'or. Certaines d'entre elles s'associent aux orpailleurs autochtones ou migrants qui ont réussi à s'imposer. D'autres, investissent dans le commerce et l'agriculture. Les plus vulnérables s'évertuent dans l'orpaillage alluvionnaire devenu improductif. Ainsi les femmes ont intérêt à s'organiser en association et négocier leur accès à la terre pour profiter pleinement de la ressource or.

Mots-clés : femmes orpailleuses, orpaillage, province du Nounbiel, stratégies de résilience.

***Abstract:** The boom in gold panning has led to new ways of producing and distributing gold resources in the Nounbiel province. Lobi, Birifor and Dagara women which were the formerly mainstays of gold panning in south-western Burkina Faso, have lost their monopoly on this lucrative activity. They now have to negotiate their access to the land and their place on the gold-mining sites. Thus, the aim of this study is to apprehend the resilience strategies implemented by these women to cope with the new mode of artisanal gold production. This research gathered qualitative data from 50 people: authorities administrative and traditional, gold miners, women gold miners and heads of household. The data collection techniques used were literature review, semi-structured individual interviews and direct observation. The results show that women, particularly Lobi, Birifor and Dagara, are gradually being excluded from the mining sector. In their quest for resilience and autonomy, indigenous gold miners are mobilizing a variety of strategies to cope with the new mode of gold production. Some join forces with indigenous or migrant gold miners who have managed to establish themselves. Others are investing in trade and agriculture. The most vulnerable, however, devote themselves to alluvial gold panning, which has become unproductive. It is in the women's interest to organize themselves into associations and negotiate their access to land in order to take full advantage of the gold resource.*

***Keywords:** gold panning, gold panning women, Nounbiel province, resilience strategies.*

Pour citer cet article

DAH Nonna Anne, SOW Jacqueline, SANON Vincent-Paul, TOÉ Patrice, 2024, « Quête de stratégies de résilience des femmes lobi, Birifor et Dagara face au nouveau mode de l'orpaillage au sud-ouest du Burkina Faso », *Revue LES TISSONS*, No 0002, Décembre, p. 177-200.

Introduction

La gestion des terres et des ressources naturelles engendre de nombreuses crises qui interpellent surtout les pays en développement (ONU-Habitat, 2012). En effet, le foncier est sujet à des changements socio-économiques, culturels et politiques (I. Guinin Asso, 2021). Il touche les relations de genre concernant l'accès, le contrôle, la transmission et les usages de la terre et des ressources qu'elle contient (A. C. Ndiaye 2005). La terre nourrit celui

ou celle qui se tourne vers elle et les femmes orpailleuses lobi, birifor et dagara ont bien compris cela. Pendant longtemps, elles disposaient des ressources aurifères que la nature leur offrait dans la région du Sud-Ouest du Burkina et singulièrement dans la province du Nounbiel. Entre autres, elles étaient les piliers de l'exploitation artisanale de l'or, car il était interdit aux hommes lobi, birifor et dagara de toucher, de manipuler ou de vendre l'or. La pratique de l'orpaillage alluvionnaire contribuait énormément à l'autonomie financière de ces femmes. De nos jours, le secteur minier apparaît comme l'une des activités de proximité le plus lucratif des ménages ruraux au Burkina (O. Sangare 2016).

Cependant, les pionnières de l'exploitation artisanale de l'or dans la région du Sud-Ouest du pays sont aujourd'hui concurrencées par les orpailleurs migrants et même autochtones qui ont pris d'assaut les sites d'orpaillage de la région (K. Werthmann 2003). Désormais, elles ont perdu le monopole de l'exploitation artisanale de l'or au grand bonheur des orpailleurs masculins (A. Ouédraogo 2020). En outre, leur accès au foncier minier est devenu de plus en plus problématique. En effet, cet accès est conditionné par des règles établies par les responsables des sites. D'ailleurs, dans les sites d'orpaillage, les postes stratégiques et les plus rentables sont contrôlés par des sociétés minières et les orpailleurs migrants et autochtones (I. Zidnaba *et al.*, 2020).

Dans le contexte actuel de la ruée vers l'or qui attire l'attention des sociétés minières : quelles sont les nouvelles stratégies de résilience qu'ont développées les femmes autochtones du Nounbiel (lobi, birifor et dagara) pour survivre, pour se prendre en charge et prendre en charge leurs familles ? Mais comment s'est passée cette perte de monopole ? Quelles sont les stratégies actuelles de résilience financière des femmes lobi, birifor et dagara ? Quel rôle joue l'accès à la terre dans cette lutte pour la survie financière des femmes ? L'examen de cette problématique permettra d'atteindre cet objectif : appréhender les stratégies de résilience développées par les femmes des milieux lobi, birifor et dagara en particulier pour faire face aux nouveaux modes de production artisanale de l'or.

Sur le plan méthodologique, l'approche qualitative a été privilégiée. Les données ont été produites par une recherche documentaire couplée d'observations directes dans trois sites de la

province du Nounbiel. De plus, des entretiens semi-directifs et des récits de vie ont été réalisés avec les autorités coutumières et administratives, les responsables des sites, des orpailleurs migrants et autochtones ainsi que les femmes impliquées dans l'orpaillage.

1. Méthodologie de la recherche

Après la mise en perspective théorique, nous présentons l'approche méthodologique qui comprend deux volets notamment la zone d'étude et le choix des sites d'orpaillage ainsi que la méthode, les techniques et les outils de collecte des données.

1.1. Zone d'étude et choix des sites d'orpaillage

Cette étude porte sur la province du Nounbiel au Sud-Ouest du Burkina Faso. Cette province s'étend sur 2810 km² et est frontalière du Ghana à l'Est et de la Côte d'Ivoire au Sud. Elle compte cinq départements érigés en communes : Batié le chef-lieu de la province, Boussoukoula, Kpéré, Legmoïn et Midebdo. Le Nounbiel sans être monotone, repose sur un vieux plateau incliné d'Ouest en Est. On y rencontre quelques collines, des bas-fonds, et des buttes riches en ressources minières. Cette zone possède divers types de sols dont la quasi-totalité est propice à l'agriculture. Les ressources en eau et en terre constituent les principales potentialités naturelles. Selon le Recensement Général des Populations et de l'Habitat, le Nounbiel compte 98 915 habitants, avec une densité de 35 habitants/km²(INSD, 2022). Cette province a une population cosmopolite. Les populations autochtones sont les Birifor, les Dagara et les Lobi. À ceux-là s'ajoutent de nos jours d'autres groupes ethniques comme les Moose, les Peulhs...

Dans une enquête sur le secteur de l'orpaillage (ENSO), menée par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD 2017) en 2016, il ressort que 4,7 tonnes d'or ont été produites par les orpailleurs de la région du Sud-Ouest soit une contre-valeur 118, 7milliards de FCFA sur une production de 9, 5 tonnes d'or. Ces données prouvent que cette région dont fait partie la province du Nounbiel est réputée renfermer d'importants gisements d'or. On y dénombre plusieurs sites d'orpaillage artisanal. Il s'agit notamment des sites d'or de Maal, de Amimbiri et de Koulé. Ces trois villages

sont situés respectivement dans la commune de Batié, de Midebdo et de Legmoin.

L'exploitation artisanale de l'or était jadis la chasse gardée des femmes lobi et birifor à Maal et à Amimbiri. Ce n'est qu'avec l'essor de l'orpaillage dans les années 2000 que les femmes dagara de Koulé tout en s'inspirant des expériences des autres femmes, vont s'impliquer dans l'orpaillage alluvionnaire. La province du Nounbiel est retenue comme zone de référence de notre étude compte tenu de sa situation géographique, de ses potentialités minières, de l'engagement de ses femmes dans l'orpaillage, de sa diversité culturelle et de sa richesse environnementale. À cela s'ajoute l'existence effective de divers sites miniers où se pratique l'orpaillage. Le choix de ces trois sites est lié à des critères comme leur caractère informel, leur taille et leur ancienneté.

1.2. Méthode, techniques et outils de collecte de données

Pour mener à bien cette recherche, nous avons choisi l'approche qualitative. Trois techniques de collecte de données ont été utilisées à savoir la recherche documentaire, l'observation directe et des entretiens semi-structurés individuels. Ainsi pour cette étude, nous avons commencé par une recherche documentaire sur les thèmes clés de l'étude. Nous avons parcouru des rapports, des mémoires et thèses ayant un lien avec notre sujet de recherche. Nous avons également eu accès à des bases de données documentaires électroniques qui ont contribué à mieux élaborer notre problématique.

Nous avons pu obtenir des informations sur l'évolution de l'orpaillage au Sud-Ouest du Burkina, les perceptions et les représentations autour des femmes orpailleuses et leurs rapports avec les autres acteurs de l'orpaillage. Enfin, la recherche documentaire a été d'un appui considérable dans la discussion des résultats. En ce qui concerne l'observation directe, en plus du fait qu'elle a permis de percevoir les réalités par rapport au phénomène, elle a porté sur les indicateurs pertinents prévus. Elle a eu comme support une grille d'observation qui est construite à partir des indicateurs et qui désigne les comportements à observer. Notre grille d'observation a porté sur la présence, la place et le rôle des femmes

lobi, birifor et dagara sur les sites d'orpaillage, leur accès au foncier minier et les activités connexes menées par ces femmes orpailleuses dans cette lutte pour la survie financière. Cette observation a été soutenue par des enquêtes de terrain menées sous forme d'entretiens individuels semi-structurés. Les personnes interviewées ont été choisies de façon raisonnée.

En effet, nous avons tenté d'avoir différentes catégories d'acteurs impliqués dans l'orpaillage. Ainsi des entrevues semi-dirigées ont été réalisées lors des rencontres individuelles avec les autorités coutumières et administratives, les responsables des sites d'orpaillage, des orpailleurs autochtones et migrants et des femmes impliquées dans l'orpaillage. Des guides d'entretiens ont été élaborés et adressés à cinquante (50) interviewés répartis comme suit : trois (3) autorités coutumières et administratives, trois (3) responsables des sites d'orpaillage, quatorze (14) orpailleurs dont dix (10) autochtones, quatre (4) migrants, trente (30) femmes impliquées dans l'orpaillage. Les entretiens ont été enregistrés avec des dictaphones puis transcrits avec le logiciel F4. Le traitement des données a été fait à l'aide du logiciel QDA Miner4Lite.

L'analyse de contenu est basée sur la théorie de l'acteur stratégique de Crozier et Friedberg (1977). Cette approche s'articule autour de la compréhension des relations entre acteurs interdépendants, les stratégies développées par ces derniers. Elle se base sur les acteurs, le jeu de pouvoir et permet de comprendre comment se construisent les actions collectives à partir de comportements et d'intérêts individuels parfois divergents ou contradictoires. Enfin, les résultats ont été analysés et interprétés en faisant ressortir les différentes tendances des acteurs par rapport aux stratégies développées par les femmes. Pour des raisons de confidentialité et d'anonymat des interviews, les initiaux des noms et prénoms ont été utilisés dans le système de codification.

2. Résultats de l'étude

Les résultats obtenus à l'issue de nos investigations s'articulent autour de cinq principaux axes notamment l'orpaillage alluvionnaire, les transformations dans l'orpaillage, l'adaptation aux nouvelles

conditions d'accès, les stratégies des femmes pour accès à la ressource or et la classification des femmes orpailleuses.

2.1. Orpillage alluvionnaire

Avant l'heure coloniale, les peuples du pays lobi (lobi, birifor et dagara) connaissaient l'existence de l'or. Cependant, à cette période l'orpillage était alluvionnaire et pratiqué par les femmes. Ainsi, les peuples du pays lobi avaient une tradition de l'orpillage à travers les femmes. Dans la province du Noumbiel et plus précisément dans les villages de Maal et de Amimbiri, les femmes étaient les piliers de cette activité qui contribuait énormément à leur autonomie financière. Le témoignage de cet interviewé illustre bien ce fait :

Tu sais, ici même à Maal, ce sont d'ailleurs les femmes qui exploitaient l'or auparavant. Les hommes ne s'intéressaient pas à l'or. Leurs richesses c'étaient quoi ? Avoir des troupeaux de bœufs, des montons, des chèvres, de la volaille et remplir ses greniers de vivres, c'est tout, tu vois quoi ? C'est ça qui faisait l'honneur et la fierté d'un homme birifor, dagara ou lobi. L'orpillage, c'était une affaire de femmes ici. (S.E., 43 ans, Orpilleur autochtone, Birifor de Maal, 04/ 09/ 2022).

Les propos de cet enquêté montrent que les femmes lobi, birifor et dagara étaient bien les principales actrices de l'orpillage au sein de leur communauté. Toutefois, les hommes de ces peuples étaient tenus à l'écart de tout contact (exploitation, manipulation, commercialisation, etc.) avec l'or. Leur non-participation dans le secteur minier était animée par des croyances magico-religieuses. Autrement dit, l'exploitation de l'or chez eux était régie totalement par des pratiques coutumières et traditionnelles. Ce qui confère à l'or un caractère sacré dans la représentation sociale de ces peuples. Le propos de cet enquêté en est une illustration :

La population ne peut pas s'adresser directement à Dieu. Elle passe par les ancêtres et les génies et c'est l'or qui permet à tous de rentrer en relation. L'or renferme un principe spirituel. Il permet à la population de rentrer en relation avec les ancêtres et les génies, et à ces derniers de rentrer en relation avec Dieu. Tu vas comprendre pourquoi, nous les Lobi, on n'exploite pas l'or.

On se dit que les gens qui se mettent à creuser le sol à la recherche de l'or, courent à la ruine de leur relation avec toutes ces entités (H. B D 70 ans, tradipraticien et devin, entretien réalisé à Gaoua le 12 01 22).

Nous retenons que l'or était jadis exploité seulement par la gent féminine dans les groupes sociaux culturels lobi, birifor et dagara. Selon nos enquêtes, une fois l'or trouvé, ces femmes allaient vendre le métal précieux au marché de Batié ou de Maal. L'exploitation alluvionnaire de ses femmes se faisait par grattage, par des fouilles superficielles ou par le creusage de puits dont la profondeur n'est pas très élevée. Les outils utilisés à cet effet sont des pioches, des cuvettes, des seaux, des poêles, des balais et surtout des Calebasses.



Figure 1: Photo de cuvette et de plat utilisés par les orpailleuses à Koulé, DAH, 2022



Figure 2: : Photo de calebasses et de daba utilisées autrefois par les orpailleuses à Maal, DAH, 2022

Les photos ci-dessus présentent les outils utilisés dans l'exploitation alluvionnaire ou superficielle de l'or par les femmes lobi, birifor et dagara. Grâce à cette activité, ces braves femmes pourvoient aux besoins de leur famille. Elles avaient le libre accès à la terre pour l'exploitation alluvionnaire de l'or qui se pratiquait dans les brousses, les flancs des collines, des montagnes, aux abords des cours d'eau et parfois dans les champs familiaux et de leurs époux. À ce propos une enquêtée relate ceci :

Chaque femme ou chaque groupe de femmes choisit le lieu qui lui convient et c'est parti. Chaque femme est libre de pratiquer l'orpaillage où elle veut dans les lieux reconnus publics et qui ne

sont pas encore occupés. Seulement nous faisons attention aux lieux sacrés pour ne pas attirer le malheur sur nous en provoquant les génies (D.B, orpailleuse birifor, 38 ans, Maal, 10/09/ 2021).

De ce témoignage, nous retenons que l'accès à la terre pour l'orpaillage féminin était conditionné seulement par le respect des lieux sacrés. Ce qui signifie que l'accès au foncier minier était sans condition. Cependant, à l'heure actuelle, la situation des femmes orpailleuses sur les sites n'est pas reluisante. Elles doivent désormais négocier leur accès à la terre et leur place sur les sites aurifères avec les orpailleurs étrangers et autochtones qui tiennent actuellement les rênes de cette activité. Aussi doivent-elles faire face aux profondes transformations liées à l'essor de l'orpaillage.

2.2. Transformations dans l'orpaillage

Au cours de ces dernières décennies, la pratique de l'orpaillage a connu de profonds changements. En effet, il ressort des propos recueillis que c'est autour des années 2000 que des orpailleurs étrangers ont pris d'assaut la province du Nounbiel et en particulier les villages de Maal, Amimbiri et Koulé après des découvertes de quantités importantes d'or par quelques individus venus prospector les lieux. À partir donc de cet instant, l'orpaillage prend une autre allure dans la province du Nounbiel.

Les témoignages révèlent que des orpailleurs étrangers venus des autres contrées du Burkina et même de la sous-région (Côte D'Ivoire, Ghana, etc.), sont venus avec de nouvelles techniques et outils de production de l'or. Ainsi, à l'aide de détecteurs de métaux, ils ramassent l'or superficiel avant de passer à un nouveau mode de production de l'or qu'est l'orpaillage filonien. Les propos de D. L, illustre bien ce fait : « Avec l'arrivée massive des orpailleurs migrants les femmes ne trouvent plus l'or. Les orpailleurs migrants et autochtones avec leurs machines détectrices ont tout ramassé. Lorsqu'il pleut maintenant, les femmes ne trouvent plus l'or. Ils ont tout ramassé. » (D. L, chef de ménage, 75 ans, Maal, 10 /09/ 2022).

Ce verbatim laisse entrevoir des transformations dans les modes de production actuels de l'or. De détection à l'œil nu, on est passé aujourd'hui à l'utilisation des détecteurs des métaux qui permettent

non seulement l'exploitation superficielle mais aussi l'exploitation en profondeur (l'exploitation filonienne). En outre, des motopompes, des machines à concasser et à broyer le minerai, des explosifs et des produits chimiques sont introduits actuellement. Ainsi de l'exploitation superficielle, nous sommes aujourd'hui dans l'exploitation en profondeur atteignant souvent une centaine de mètres. Également, les résultats des enquêtes de terrains ont montré que les femmes ne sont plus au centre de l'exploitation artisanale de l'or dans la province. Les orpailleurs migrants creusent de profonds puits et des galeries pour exploiter le filon d'or. Ces changements ont induit la défaite de certaines femmes dans le secteur minier. C'est ce qu'illustre cet extrait d'entretien avec un chef de ménage :

Tu sais, euh euh... De nos jours, la pratique de l'orpaillage a changé dans ce village. Cette activité n'attire plus uniquement les femmes. Tout a changé. Presque tout le monde est concerné par l'orpaillage. Actuellement, nos hommes ne craignent plus l'or, ils n'ont plus peur. Ce n'est plus comme avant hein... Il y avait l'or partout et les femmes en ramassaient souvent sans même creuser de trous miniers. Il y avait un marché de vente d'or ici même à Maal. Les femmes vendaient euh... l'or à vil prix aux commerçants dioulas et mossés. Elles le pesaient sur le « deskpè » (la balance dans la langue birifor) et en échange, elles recevaient des cauris en fonction de la quantité d'or trouvée. Aujourd'hui, tout a changé. L'or se vend bien et les gens accourent de partout dans le village pour gagner de l'argent (K. H, chef de ménage, 57 ans, Maal 11/09/21).

Ces propos montrent à quel point l'orpaillage a connu une évolution dans la région et plus précisément dans la province du Noubiel. De même, les observations sur le terrain et les propos de certains enquêtés révèlent que la ruée vers l'or a mobilisé certains hommes autochtones lobi, birifor et dagara à s'intéresser à l'or. Ceux-ci fréquentent actuellement les sites d'orpaillage et tiennent même les rênes de l'orpaillage avec certains orpailleurs migrants. En témoignent les propos de ce responsable de site :

Ce sont eux-mêmes (parlant les autochtones lobi, birifor et dagara) qui sont à la base de l'orpaillage maintenant. Lorsque nous sommes arrivés ici (orpailleur migrant), les hommes de ce village disaient : «

An ka tana lo », « An ka tana lo » (c'est notre totem, c'est notre totem dans la langue dioula). Mais de nos jours, ce sont eux-mêmes qui sont à la base de l'orpaillage. Ils sont propriétaires de trous qu'ils exploitent au même titre que nous (R.S, un des responsables du site, 55 ans, Maal, 28 /12/ 2021).

Le témoignage de ce responsable de site montre que l'essor de l'orpaillage a bouleversé les structures sociales si bien que les hommes lobi, birifor et dagara qui n'étaient pas impliqués dans l'orpaillage, le pratiquent aujourd'hui.

2.3. Adaptation aux nouvelles conditions d'accès

L'essor de l'orpaillage dans la province du Noubiel et plus précisément dans les sites d'orpaillage de Maal, de Amimbiri et Koulé a induit des changements dans les conditions d'accès des femmes orpailleuses à la ressource or. En effet, les résultats de l'étude montrent que pour l'occupation de l'espace sur les sites d'orpaillage encore actifs, les femmes orpailleuses en générale et particulièrement celles lobi, birifor et dagara doivent avoir l'autorisation des responsables des sites avant de mener toute activité.

À ce titre, l'installation des hangars, des moulins ou l'occupation des espaces pour le commerce nécessitent des arrangements entre les femmes orpailleuses et les responsables des sites qui sont considérés comme les propriétaires des sites. Une fois l'autorisation accordée, elles doivent payer une somme allant de 5000 à 10000 FCFA pour des éventuels sacrifices. Un responsable du site met en relief cet aspect :

Les femmes ont accès au site pour l'orpaillage à condition qu'elles s'entendent avec nous, les responsables du site. Il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes. Chacun tente sa chance en essayant de s'entendre avec nous les responsables du site et le paiement des frais des sacrifices qui est compris entre 5000 à 10000 FCFA. Il n'y a pas de conditions exceptionnelles pour les femmes. (S.T, un des responsables de site, 58 ans Amimbiri, 02/09/22).

Les dires de ce responsable de site laissent comprendre que les sites d'orpaillage sont accessibles à tous à condition de se soumettre aux règles en vigueur. Ces règles en vigueur sont notamment l'obtention de l'accord des responsables du site et le paiement des frais des sacrifices. Cependant, contrairement aux dires ci-dessus de ce responsable, d'autres interviewés soulignent que même s'il n'y a pas de différence fondamentale entre les femmes et les hommes dans l'accès aux sites, les femmes quant à elles, sont soumises à d'autres règles : les femmes doivent accepter le traitement du minerai des orpailleurs dans leurs hangars, elles doivent leur fournir l'eau pour le lavage du minerai et vendre leur or obtenu après traitement de la boue appelée « *gariga* en langue *moaga* » au responsable du site.

Le *gariga* est la boue obtenue après lavage du minerai. Et cette boue revient à la propriétaire du hangar comme salaire auprès des orpailleurs. Ainsi, pour entreprendre une quelconque activité sur les sites d'orpaillage, il faut obligatoirement payer les frais pour les éventuels sacrifices et les femmes orpailleuses ne sont pas épargnées. Certaines d'entre elles pour accéder à la ressource or, sont obligées de s'associer aux orpailleurs étrangers ou autochtones pour préfinancer le creusage des puits miniers. Étant donné que ces femmes n'interviennent pas dans la zone de creusage, elles n'ont pas le contrôle de leur activité et sont souvent dupées par les orpailleurs.

Également, d'autres femmes orpailleuses sont embauchées par les orpailleurs pour le traitement du minerai (concassage, tamisage, vannage, lavage, etc.). Dans ce contexte, certaines sont rémunérées mensuellement, d'autres de façon journalière en fonction du service rendu. Les photos ci-dessous montrent combien l'accès des femmes au foncier minier est difficile et conditionné par divers facteurs tels que les travaux domestiques, la maternité, le dur labeur sur les sites etc., qui freinent leur engagement dans ce secteur devenu lucratif.



Figure 3: Photo de femmes traitant le minerai à Maal, DAH 2022



Figure 4: Photo de femmes lavant le minerai à Amimbiri, DAH 2022

De tout ce qui précède, les résultats de l'étude prouvent que les femmes orpailleuses lobi, birifor et dagara font face à plusieurs contraintes qui limitent leur accès à la ressource or. En outre certaines femmes économiquement défavorables jouent un rôle limité dans la gouvernance des sites qui relèvent du pouvoir des orpailleurs migrants et autochtones aisés. En effet, très peu de femmes sont copropriétaires de puits miniers car la plupart d'entre elles ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour préfinancer les puits miniers, s'offrir des outils mécanisés nécessaires à la stabilisation de leurs bénéfices. De plus, aucune ne possède un permis d'exploitation sur les sites d'étude. C'est dans ce sens qu'une enquête exprime sa déception en ces termes :

À vrai dire... la ruée vers l'or dans ce village a perturbé notre activité d'antan qu'est l'orpaillage alluvionnaire. Nous ne sommes plus les seules à chercher l'or. D'ailleurs, euh, euh, euh...les orpailleurs migrants et les autochtones nous ont envahi et ont tout pris. C'est toute une autre forme d'orpaillage que nous observons aujourd'hui. Eux, ils ont assez de moyens. Ils achètent des détecteurs de métaux qui leur permettent d'exploiter efficacement l'or. Ce sont eux les responsables du site. Que faire pour trouver notre compte ? Les femmes qui ont un peu de revenus, négocient avec eux pour occuper une place ou travailler avec eux sur les sites (H.R, orpailleuse birifor, 48 ans, Maal 29/ 12/2022).

Les propos de cette orpailleuse font remarquer que les femmes lobi, birifor et dagara sont reléguées aujourd'hui au second plan pour ce qui est de l'orpaillage dans la province du Noumbiel. Elles doivent négocier leur accès à la ressource or avec les orpailleurs étrangers et autochtones.

2.4. Stratégies des femmes pour accès à la ressource

Face à la ruée vers l'or dans la province du Noumbiel, et malgré les conditions d'accès difficiles et les contraintes liées à l'orpaillage, les femmes conçoivent des stratégies pour accéder aux ressources et satisfaire leurs besoins sociaux. Selon les enquêtes de terrain, certaines orpailleuses pour s'adapter à la nouvelle situation et travailler sans inquiétude sur les sites d'orpaillage, ont renforcé les liens de parenté et d'alliance avec leurs frères, leurs beaux-frères ou leurs époux orpailleurs afin de pouvoir collaborer avec eux sur les sites d'orpaillage. Le témoignage ci-dessous de cette interviewée est une illustration :

Mon mari possède un trou d'or et il a des employés et j'en fais partie. C'est lui qui a financé ce hangar pour moi. Mon rôle c'est de contrôler les employés lorsqu'ils viennent laver leur minerai. Je surveille tout le travail quand il est absent. C'est moi qui gère. Certains orpailleurs viennent également laver leur minerai chez moi. En tout cas, j'arrive à me faire de l'argent grâce à cette initiative. Certaines femmes travaillent également avec leurs Beaux-frères, leurs frères et tout se passe bien (D. N, orpailleuse birifor, 32 ans, Maal 29/ 12/2022).

Le témoignage de cette orpailleuse fait remarquer que certaines femmes s'appuient sur les liens de parenté et d'alliance avec leurs frères, leurs beaux-frères ou leurs époux orpailleurs afin de pouvoir collaborer avec les orpailleurs sur les sites d'orpaillage. D'autres encore pour être sur les sites ont trouvé d'autres alternatives en convergeant vers des activités connexes. En effet, les résultats de l'étude mettent en évidence diverses activités licites et illicites pratiquées par ces femmes. C'est ainsi que certaines d'entre elles entreprennent de petits commerces (restauration, eau, vente de boisson, de dolo, d'alcool frelaté, des médicaments de la rue...) sur

les sites d'orpaillage. D'autres encore pour compenser la perte de leur activité génératrice de revenus qu'est l'orpaillage vont s'inspirer des femmes mossi et dagara et se lancer dans l'agriculture qui était une activité réservée jusque-là aux hommes de leur groupe socioculturel. Cette assertion d'un chef de ménage en est une illustration :

Actuellement, il y a un changement, nos femmes ont fini par changer. Avec l'arrivée des femmes mossi qui cultivent le haricot, nos femmes commencent à cultiver aussi. Leurs maris ne cultivent plus. Ils ont élu domicile sur les sites d'orpaillage. Certaines femmes ont donc pris conscience et cultivent elles-mêmes. Cependant, d'autres femmes n'ont pas encore pris conscience de la situation (K.S, chef de ménage birifor, 65 ans, Maal 28/12/2021).

Allant dans le même sens, une ancienne orpailleuse donne ce témoignage :

Nous les femmes birifor, nous ne cultivions pas dans le passé. Non non... les femmes avaient pour tâche les semailles. Après cela, elles étaient libres et pouvaient vaquer à d'autres occupations comme l'orpaillage. C'est le fait que les hommes se sont tournés vers l'orpaillage qui a incité les femmes à cultiver. Sans quoi les femmes birifor ou lobi semaient seulement, le reste revient à l'homme. Maintenant, elles pratiquent l'agriculture pour nourrir leurs enfants car certains de nos hommes sont devenus des orpailleurs (D. L, ancienne orpailleuse birifor, 75 ans 28/12/ 21).

Ces informations recueillies auprès de nos interviewés montrent que toutes les femmes ne réussissent pas sur les sites d'orpaillage. Leur accès à la ressource or est actuellement influencé par des stratégies d'adaptation et de résilience, la position sociale et les attributs sociaux que possède chaque femme orpailleuse. Malgré les stratégies d'adaptation et de résilience, d'autres femmes sont restées à l'état de l'orpaillage alluvionnaire. C'est du moins ce que pense cette orpailleuse lorsqu'elle affirme :

Avec la venue des orpailleurs migrants, plus rien ne va. Ils ont tout ramassé. Eux, ils possèdent des détecteurs de métaux. Ils ont sillonné tous les coins et recoins du village et ont tout pris. Nous

nous venons perdre le temps ici, espérant trouver de quoi nourrir nos enfants. Ce n'est vraiment pas facile pour nous. La vie est chère ici. C'est cette activité qui pouvait nous permettre d'avoir un peu d'argent, mais la situation s'aggrave avec le nombre des orpailleurs qui ne fait que croître de jours en jours. Pire encore, leur présence a accéléré la cherté de la vie à Batié et surtout à Maal ici (D.Y, orpailleuse, 47 ans, Maal, 04/9/2021)

Cette dernière catégorie de femmes orpailleuses, privées de capital économique et ne maîtrisant pas les jeux de relations sociales, se retrouvent dans des situations précaires sans aucune stratégie d'adaptation.

2.5. Classification des femmes orpailleuses

Au regard de tout ce que nous avons pu obtenir à travers les stratégies de résilience, nous pouvons classer les femmes en quatre catégories de femmes orpailleuses dans le Noubiel. D'abord nous avons la première catégorie d'orpailleuses que nous qualifions « d'orpailleuses nanties ». En effet, ces orpailleuses investissent dans l'orpaillage. Elles disposent de capitaux économique et social leur permettant de travailler à côté des orpailleurs migrants ou autochtones auprès desquels elles reçoivent une part de la ressource or ou les restes des boues (Gariga) après avoir payé l'eau pour le lavage. En atteste les propos d'un responsable de site :

Toi-même tu vois le « Gariga là » (c'est-à-dire la boue) c'est pour les femmes. Si on travaille, il y a un peu de sable là-bas on l'appelle « tapis noir », gariga là, c'est pour les femmes. Si c'est devenu beaucoup, elles peuvent vendre ça 300 000 F à 500 000 F des fois 1 000 000 F même. A côté-là, c'est une femme lobi qui est ici. Donc chaque femme a son gariga. Quand ça devient beaucoup, elles vendent ça. C'est pour elles (R.O, un responsable de site d'orpaillage, Maal, 10 /09 /2022).

Cette idée est soutenue par cette orpailleuse qui affirme :

Moi, je suis ici, c'est mon hangar. Les hommes viennent laver leur minerai ici. En retour, ils me laissent le tapis noir et le Gariga-là (la boue). Et lorsque j'obtiens une quantité importe de résidus, je les vends ou les réexploite et je peux en tout cas, obtenir 1 000

000 à 2 000 000 de francs CFA, ça dépend (H.H, orpailleuse lobi, 35 ans, Amimbiri, 29/12/22).

Ces femmes en investissant dans l'orpaillage peuvent capitaliser une somme allant de 300 000 à 2 000 000 FCFA par exploitation.

Ensuite la seconde catégorie de femmes orpailleuses est constituée de celles ayant des revenus moyens. Elles interviennent sur les sites en se tournant vers d'autres activités annexes telles que la restauration, la vente d'eau, du bois, des céréales, des légumes, de médicaments de la rue, etc. À cet effet, H.O, que nous avons entendu le 28 décembre 2022, témoigne :

Ce sont les femmes aisées qui réussissent dans l'orpaillage. Celles qui ont un peu d'argent font du commerce et ce sont les bénéficiaires du commerce qui leur permettent de subvenir aux besoins de la famille. Celles qui sont dépourvues de moyens financiers, peinent à prendre en charge leur famille. (H.O, chef de ménage, 58 ans, Maal, 28/12 /2022).

Cette seconde catégorie de femmes orpailleuses n'est pas capable de mobiliser une somme d'argent assez importante pour s'impliquer activement dans les nouveaux modes de production de l'or. Elles ne disposent pas de relations sociales assez importantes pouvant leur permettre de mener des activités directement liées à l'orpaillage. Elles comptent sur le surplus de leur commerce pour satisfaire leurs besoins sociaux.

La troisième catégorie de femmes orpailleuses est constituée de celles dépourvues des attributs sociaux et de moyens financiers pour investir et s'installer dans le secteur minier. Ces dernières pratiquent l'agriculture comme alternative à l'instar des femmes mossi et dagara pour nourrir leurs enfants.

Quant à la quatrième catégorie, bien que ce secteur d'activité ait évolué avec de nouveaux modes de production, ces femmes se cantonnent toujours dans l'orpaillage alluvionnaire devenu presque infructueux. Aux yeux de ses femmes, l'essor de l'orpaillage, l'implication des orpailleurs étrangers et autochtones tendent à mettre fin à leurs activités minières. Elles pensent que l'orpaillage actuel est une menace pour leurs conditions de vie et leur source principale de revenus en milieu rural.

3. Discussion

En confortant les résultats de l'étude avec d'autres travaux, nous ouvrons une discussion de nos résultats obtenus. Cette discussion tourne autour de la difficile accès des femmes au foncier minier et les stratégies de résilience des femmes orpailleuses lobi, birifor et dagara.

3.1. Difficile accès des femmes au foncier minier

Longtemps, l'exploitation artisanale de l'or dans la région du Sud-ouest, et plus spécifiquement dans la province du Noubiel, était une activité féminine dominée par l'utilisation de méthodes d'exploitation artisanales et traditionnelles. La recherche de l'or par les femmes lobi birifor et dagara était un savoir-faire local transmis de mère à fille. Effectivement M. Ouédraogo (2021) précise que cette recherche était intuitive, instinctive et basée sur des connaissances empiriques. Cependant ces dernières décennies, l'essor de l'or a induit de profondes transformations dans le secteur minier. D'abord, l'accès des femmes au foncier minier est devenu plus complexe et doit se négocier.

Les observations de terrain mettent en évidence l'arrivée massive d'orpailleurs étrangers qui ont pris d'assaut les zones de cultures des paysans dans la province du Noubiel. Ceux-ci par des conflits latents ou manifestes, se sont approprié des terres des populations locales rendant ainsi l'accès des femmes à la terre plus difficile. Ces résultats sont similaires à ceux de C. Delmotte (2019, p. 234) qui dans son étude relative à l'accès aux ressources naturelles et foncières en Amazonie péruvienne soutient que « Lorsque l'espace se densifie et que l'accès aux ressources devient plus concurrentiel, l'accès devient un enjeu majeur des rapports de pouvoir entre acteurs. Dans un contexte de pression foncière, l'accès aux ressources n'est plus ouvert à tous : il doit se négocier ».

Ainsi, l'accaparement des terres des paysans par les orpailleurs venus d'ailleurs, a incité les hommes lobi, birifor et dagara à se lancer dans ce secteur d'activité devenue lucrative. Cet engouement récent pour l'or a considérablement limité l'accès des femmes aux terres aurifères.

De plus, l'orpaillage alluvionnaire n'est plus productif. En effet, à l'aide des détecteurs de métaux, les orpailleurs masculins exploitent l'or superficiel qui était réservé aux femmes avant de passer à un nouveau mode de production de l'or : l'orpaillage filonien. Ces résultats sont similaires à ceux de A. Ouédraogo (2020, p. 174) qui atteste que « l'orpaillage filonien est devenu plus visible que l'alluvionnaire et l'éluvionnaire ». Pourtant, les femmes orpailleuses dépendaient des revenus que procure cette activité économique parallèle parce qu'elle leur permettait de contribuer à la survie de leurs familles aux côtés de leurs époux ou de leurs fils.

Aussi les femmes doivent-elles négocier leur accès aux sites aurifères. À ce titre, pour l'installation d'un hangar ou l'occupation d'un espace sur un site, les femmes doivent avoir l'autorisation du responsable du site et elles doivent tenir au respect des conditions imposées. Selon les résultats de l'étude, les femmes lobi, birifor et dagara jouent un rôle limité dans la gouvernance des sites d'orpaillage qui sont d'ailleurs sous le contrôle des orpailleurs migrants et autochtones. Cet accès limité des femmes aux ressources est confirmé par les travaux de I. Zidnaba *et al.*, (2020) qui signalent la présence effective des orpailleurs masculins sur la quasi-totalité de la chaîne de production de l'or (propriétaire de sites, creusage, lavage et achats) au Sud-Ouest du Burkina.

En outre, les femmes autochtones qui pratiquaient librement l'orpaillage alluvionnaire le long des cours d'eau, des rivières, dans les lieux publics, les champs familiaux et ceux de leurs maris sont aujourd'hui confortées à des conditions difficiles et à des contraintes qui limitent leur accès aux ressources. Pour avoir accès aux terres des champs tout comme celles des espaces publics creusées par les orpailleurs, elles doivent impérativement négocier constamment et fermement leur droit d'usage à la terre. Ces résultats concordent avec ceux de Drechsel *et al* (2018, p. 18) qui affirment ceci : « la dépossession des terres, l'interdiction de l'orpaillage et l'accès restreint aux terres limitent ainsi considérablement les activités quotidiennes des femmes ». Cette situation limite l'engagement des femmes dans ce secteur d'activité devenue florissante et compromet leurs moyens de subsistance.

Enfin, les observations et les enquêtes de terrain, montrent qu'à Koulé, à Maal tout comme à Amimbiri, les femmes sont aussi

interdites de ramasser les terres nouvellement creusées par les orpailleurs masculins. Celles qui sont copropriétaires de puits sont quasi absentes de la zone de creusage. C'est dire que les femmes copropriétaires des puits miniers ne peuvent donc pas s'occuper personnellement de la gestion quotidienne de leurs trous miniers. Elles sont obligées de travailler avec leurs partenaires ou parents proches. Ces résultats confirment ceux de K. Werthmann (2007, p. 300) qui témoignent :

L'accès à la mine est formellement interdit aux femmes. Les traces d'activités sexuelles sur le corps des femmes ou leurs menstruations sont censées "chasser" l'or. D'autres raisons avancées sont plus pragmatiques : les femmes craintives de caractère, pourraient par inadvertance tomber dans les fosses ; ou alors les orpailleurs ne veulent pas être vus par les femmes, lorsque crasseux, ils sortent de la mine.

Si les femmes orpailleuses ont des conditions d'accès difficiles, elles ne s'avouent pas vaincues. Elles développent des stratégies de résilience financière pour faire face au nouveau mode de production de l'or.

3.2. Stratégies de résilience des femmes

En raison de leur précarité économique, les femmes orpailleuses développent des stratégies collectives ou individuelles à partir des ressources dont elles disposent pour tirer profit du nouveau mode de production de l'or. Étant dans une situation d'incertitude, les femmes orpailleuses font des choix stratégiques qui leur paraissent les meilleurs pour atteindre leurs buts personnels et défendre les intérêts (M. Crozier et E. Friedberg, 1977). Pour atteindre leur but, elles demeurent présentes sur les lieux et dans l'activité.

Les orpailleuses les plus aisées collaborent avec des orpailleurs, même si ceux-ci gagnent plus qu'elles. Elles s'appuient sur les liens de parenté et d'alliance avec leurs frères, leurs beaux-frères ou leurs époux orpailleurs ou partenaires afin de pouvoir collaborer avec eux sur les sites d'orpaillage. Ces résultats confirment ceux de L. Ouédraogo (2019, p. 4) qui affirme :

L'accès des femmes aux ressources est conditionné par leurs positions, leurs investissements initiaux et surtout leur situation matrimoniale. Ainsi seules les femmes propriétaires de puits et de hangars parviennent à une autonomie économique durable.

Dans le cas de cette étude, les orpailleuses aisées sont entre autres les épouses des orpailleurs travaillant sur le site et celles qui disposent de capitaux sociaux et économiques et qui ont pu installer des moulins et hangars à leur compte.

Certaines femmes s'investissent dans les activités annexes telles que l'agriculture, la vente d'eau, du bois, des condiments, des boissons alcoolisées, des médicaments de la rue, la restauration etc. Dans ce cas précis, les femmes lobi et birifor s'inspirent des femmes mossi et dagara en pratiquant l'agriculture. Ces résultats se rapprochent de ceux trouvés par Bashwira (2016) en République Démocratique du Congo. En effet, l'auteure met le doigt sur cet accès difficile des femmes à la ressource or en affirmant qu'elles sont souvent obligées d'utiliser plusieurs stratégies pour parvenir à leurs fins.

Les femmes orpailleuses les plus vulnérables quant à elles, mal lotis dans les jeux de relations sociales se sont retrouvées sans aucune source de revenu. Elles sont dépourvues de tous moyens financiers pour s'offrir les outils mécanisés nécessaires à l'augmentation de leurs revenus. Dans l'espoir de réaliser un mince bénéfice pour la survie de leur famille, elles s'évertuent toujours dans l'orpaillage alluvionnaire devenu presque improductif. C'est pourquoi nous convenons avec M. Crozier et E. Friedberg (1977) à travers l'acteur stratégique pour dire que dans le contexte de l'essor de l'orpaillage, chaque femme ménage une marge de manœuvre pour faire face aux conditions difficiles et aux contraintes qu'elle doit surmonter sur les sites aurifères.

Cependant, la marge de manœuvre disponible reste néanmoins très inégale d'une femme à l'autre. C'est en cela que certaines femmes orpailleuses sont en mesure de diversifier et d'élargir leurs opportunités tandis que d'autres n'ont que très peu de choix. En somme, les femmes qui réussissent sur les sites d'orpaillage sont les plus aisées et celles disposant des attributs sociaux, de revenus initiaux, une certaine marge de manœuvre et d'opportunités

stratégiques tandis que les femmes dépourvues de capitaux socio-économiques mènent une existence extrêmement marginale.

Conclusion

Cette recherche menée dans la province du Noumbiel, au Sud-Ouest du Burkina Faso, a eu pour objectif d'appréhender les stratégies de résilience mises en œuvre par les femmes lobi, birifor et dagara pour faire face au nouveau mode de production artisanale de l'or dans la province du Noumbiel. Pour cette investigation, nous avons opté pour l'approche qualitative et les techniques de collecte d'informations utilisées ont été la recherche documentaire, l'observation directe et des entretiens individuels.

Les résultats de l'étude ont montré que les femmes orpailleuses jadis pionnière de l'activité dans la province ont des conditions difficiles et des contraintes aujourd'hui quant à l'accès au foncier minier. Elles doivent désormais négocier les droits d'accès à la terre et les ressources qu'elle détient. Malgré tout, les femmes orpailleuses autochtones ne se sont pas résignées à des victimes. Dans leur quête de résilience et d'autonomie, certaines femmes orpailleuses lobi, birifor et dagara, tout en s'inspirant des expériences des unes et des autres, mobilisent des stratégies diverses pour faire face à la ruée vers l'or et reconstruire leurs vies.

Cette détermination à réussir, a mobilisé certaines d'entre elles à renforcer leur réseau relationnel et ainsi à s'associer à des orpailleurs autochtones ou migrants masculins qui ont réussi à s'imposer financièrement sur les sites. D'autres femmes investissent dans le petit commerce, l'agriculture, la vente d'objet et de biens de consommations divers.

Références bibliographiques

BASHWIRA Nyenyezi, Marie-Rose, 2016, Barrières et opportunités : Conditions de subsistance de femmes et diversité des réponses aux mutations du secteur minier artisanal en RDC orientale. Wageningen University & Research. <https://edepot.wur.nl/401788>

COMMUNE DE BATIÉ, 2009, *Plan communal de développement de Batié, 2009- 2013, Diagnostic et planification*, version finale.

COMMUNE DE BATIÉ., *Plan communal de développement de la commune de Batié 2019- 2023*, version provisoire.

DELMOTTE Céline, 2019, « Accès aux ressources naturelles et foncières en Amazonie péruvienne Entre agriculture et exploitation aurifère artisanale », in *Revue internationale des études du développement*, Sorbonne, Paris - Vol. 238, no.2, p. 219-244.

DRECHSEL Franza, ENGELS Bettina, SCHAFER Mirka, 2018, « Les mines nous rendent pauvres : L'exploitation minière industrielle au Burkina Faso », in " GLOCON Country Report Series 2 (FR), Freie Universität Berlin, Junior Research Group "Global Change – Local Conflicts ?" (GLOCON).

INSD 2017, *Enquête nationale sur le secteur de l'orpaillage (ENSO) : Principaux résultats. Ouagadougou*, Institut National de la Statistique et de la Démographie.

INSD, 2022, *Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat : synthèse des résultats définitifs*, Ouagadougou, Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective.

NDIAYE Ahmadou Coumba, 2005, *La problématique de l'accès aux ressources foncières des populations de la zone du lac de Guiers. Cas de la communauté rurale de MBane*, Mémoire de fin d'études (ENEA : 2005).

ONU-Habitat, 2012, *Guide pratique pour la prévention et la gestion des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles. Partenariat Union européenne – Nations-Unies*.

OUÉDRAOGO Alizèta, 2020, « Les détentrices de hangars de traitement de l'or face à la technique de cyanuration (sud-ouest du Burkina Faso) », *Journal des africanistes*, n° 90-1, pp.168-187.

OUÉDRAOGO Alizèta, 2014, « *Tàngpogsé* » : *les femmes de la colline. Anthropologie de l'orpaillage au féminin (Burkina Faso)*, Mémoire de Master 2 Recherche, sous la direction de Michèle Cros, Université Lumière Lyon 2, Lyon.

OUÉDRAOGO Lala., 2019, *Orpaillage artisanal et développement rural* Québec, Canada Université LAVAL.

OUÉDRAOGO Moïse, 2021, « L'impact des nouvelles technologies sur le secteur minier artisanal et industriel au Burkina

Faso », in *Institut international du développement durable*, Ottawa, Ontario Canada R3B 0T4.

SANGARE Oumar, 2016, *Rôle de l'orpaillage dans le système d'activités des ménages en milieu agricole : cas de la commune rurale de Gbomblora dans la région sud-ouest du Burkina Faso*, *Maîtrise sur mesure en développement rural* intégré Maître ès arts (M.A.) Québec, Canada.

SANGLI Gabriel, OUATTARA Bakary, AZIANU Komi Ameko, OUEDRAOGO Mahamady, 2022, « Femmes et fréquentation des sites d'orpaillage au Burkina Faso : un aperçu des perceptions de la communauté », in *Revue Internationale Dônni*, Vol.2, N°2, décembre, Segou, Mali, p. 249-257.

WERTHMANN Katja, 2003, « Ils sont venus comme une nuée de sauterelles' : chercheurs d'or dans un village au sud-ouest du Burkina Faso », in Kuba Richard, Lentz Carola, Somda Claude Nurukyor (dir.), *Histoire du peuplement et relations interethniques au Burkina Faso*, Paris, Karthala, p. 97-110.

WERTHMANN Katja, 2007, « Dans un monde masculin : le travail de femmes dans un camp de chercheurs d'or au Burkina Faso », in Élisabeth Boesen, Laurence Marfaing (dir.), *Les Nouveaux Urbains dans l'espace Sahara-Sahel. Un cosmopolitisme par le bas*, Paris, Karthala, p. 297-324.

ZIDNABA Irissa, MILLOGO Abdoul Azize, KOROGO Sylvie, 2020, « Impact de l'orpaillage sur la santé de la population dans le sud-ouest du Burkina Faso », Vol.36, n° 1 – Janvier - *Revue Sciences et technique*, Lettres, Sciences sociales et humaines, p. 113-138, <https://revuesciences-techniquesburkina.org>.

Table des matières

Partir de l'Ubuntu pour penser l'éducation à la paix en situation d'urgence avec Joseph KI-ZERBO ... OUATTARA Mahama.....	25
La main d'œuvre tchadienne dans la construction du chemin de fer Congo-océan de 1925 à 1934 ... ABAKAR KASSAMBARA Abdoulaye, MEY MAHAMAT Mahamat, OUSMAN ABAKAR Goni	45
Lire la traduction ou la différence : du paratexte au contenu de Born on a Tuesday et Né un mardi ... AKPAOU Tchasse.....	69
Statut socioéconomique, autonomie reproductive et fécondité des adolescentes déplacées internes au Burkina Faso ... ONADJA Yentéma.....	91
La médiathèque municipale de Ouagadougou, une opportunité de lecture pour la jeunesse ... BAKIONO André Ibourpin Négawalzoum	117
Peuplement gurunsi au Moogo précolonial (XV ^e - fin XIX ^e siècles) : causes, itinéraires, établissement et intégration ... OUÉDRAOGO Wendlarima Hyacinthe, KONSEIBO Windpouiré Isidore	133
L'Afrique face aux altérités des années de crises : analyse de quelques continuités et discontinuités démographiques du XVI ^e au XXI ^e siècle ... KEITA Fodé Bangaly	159
Quête de stratégies de résilience des femmes lobi, Birifor et Dagara face au nouveau mode de l'orpaillage au sud-ouest du Burkina Faso ... DAH Nonna Anne, SOW Jacqueline, SANON Vincent-Paul, TOE Patrice.....	177
L'agriculture urbaine : un levier multifonctionnel pour le développement des quartiers de la ville de Conakry ... TRAORÉ Maningbè Kaba, DIALLO Sara Baïlo, DIALLO Alpha Issaga Pallé	201
La discussion comme mode d'apprentissage du philosophe ... KABORÉ Calixte	225

Le sens du bonheur comme co-construction d'un dynamisme socio-politique en Afrique ... KONÉ Ibrahim	245
Burkina Faso: Les Wayignan et les Koglweogo comme stratégies face au terrorisme ... IDO Kouaman.....	261
Formes et manifestations d'engagement du sujet dans Le Sens d'un combat de Norbert Zongo ... TOLOGO Guillaume Ballebê.....	277
Le développement des sms vers une mondialisation de la langue française. Exemples des sms ivoiriens et français ... KEI Joachim, KOUASSI Roland Kouakou.....	295
Critique de la communication-vérité de Habermas à la lumière de R. Rorty ... AKOUTOU Sefounema, AKODJETIN Euloge Franck	307
Solidarité autonomisation et engagement associatif : une analyse à partir du cas des personnes en situation de handicap ... N'DA Roseline Gbocho	323
Traumatisme psychique infantile et relation de couple ... ADANSIKOU Kouami, ADZODA Eli-kplim Adzo	337
La laïcité dans le contexte du terrorisme religieux en Afrique ... OUÉDRAOGO Tégawendé Lazard.....	357
Les modalités du faire, /devoir/et/pouvoir/dans Yassoi refusa l'orange mûre de Nianga de Charles NOKAN ... ASSOH Dingny Yannick.....	383
Les pouvoirs publics à la face la prolifération de l'habitat spontané au Burkina Faso (1991-2022) ... YAMBRESSINGA Guilga François de Paule	403
Communication digitale et développement local : comment rendre la participation plus inclusive à l'ère du numérique ? ... MISSEHOUNGBE Pierre-Paul.....	431
Nietzsche ou la fin de la tyrannie des absolus ... SARÉ Sény	449

Représentations linguistiques des locuteurs du tassawaq résidant à Niamey : entre risque de glottophagie et résilience linguistique ... SEYDOU HANAFIOU Hamidou, MALLAM GARBA Maman	467
Place de l'agroécologie dans la sécurité alimentaire au Burkina Faso: contribution des maraîchers de la commune rurale de Tanghin Dassouri ... GNOUMOU Gaston, HIEN Yorsaon Christophe, FAYAMA Tionyele	503
Investiture coutumière au Núngu : la traditionnalité dans les soubresauts d'une société modern ... LOUARI Yendifimba Dieudonné.....	529
Crise de la COVID-19 et crise de la communication institutionnelle au Burkina Faso ... PARÉ Cyriaque.....	549
Santé sexuelle et reproductive des jeunes hommes au Burkina Faso : caractéristiques et facteurs sociodémographiques associés ... SAWADOGO Nathalie.....	575
Voyages dans l'irréel : Regard croisé des espaces métaphysiques comme objets de narration dans Au Gré du destin de Ansomwin Ignace HIEN et Le Carnaval de la mort de Fidèle ROUAMBA ... BADIÉL Roland.....	603
Performance en mathématiques et perception de compétence des élèves en classe de 4 ^{ème} au Burkina Faso: étude de deux cas illustratifs dans la ville de Koudougou ... SAWADOGO Mahamady Lèga, YOUGBARE Sébastien, BADOLO Leopold Bawala.....	619
Impact des troubles du langage sur le bien-être psychologique et l'intégration sociale des adolescents: Analyse des facteurs de vulnérabilité ... RAMDE Koudraogo Aimé, YOUGBARE Sébastien.....	639
Quand la femme est discourtoise ... OUATTARA Maténé.....	675